

Coûts de production et externalisation dans les administrations publiques

On distingue deux catégories de dépenses des administrations publiques : celles consacrées à la rémunération des personnels et celles qui servent à acquérir des biens et des services auprès du secteur privé ; conjuguées à d'autres charges telles que l'amortissement du capital, elles composent l'ensemble des coûts de production des administrations publiques. Cette ventilation permet de mieux déterminer le degré d'externalisation de leur production, qu'elle se fasse par l'achat direct d'intrants au secteur privé, ou par délégation à celui-ci (par exemple à un organisme à but non lucratif) de la fourniture de biens ou de services aux usagers.

Les coûts de production varient d'un pays de l'OCDE à l'autre : ils vont de 31 % du PIB en Finlande à 12.6 % au Mexique, avec une moyenne de 20.9 % en 2015. La rémunération des personnels absorbe en moyenne 9.5 % du PIB, avec une fourchette de 16.1 % au Danemark à 5.5 % au Japon. Les biens et services utilisés et financés par les administrations publiques ressortaient en moyenne à 8.7 % du PIB en 2015, s'échelonnant de 16.6 % au Pays-Bas à 3.2 % au Mexique. Dans d'autres grandes économies comme le Brésil et la Chine, la rémunération des personnels représentait respectivement en 2015 12.8 % et 6.4 % du PIB la même année.

De 2007 à 2015, les coûts de production ont augmenté de 0.7 p.p. en moyenne dans les pays de l'OCDE, atteignant 20.9 % du PIB en fin de période. C'est en Norvège (+5 p.p.), en Estonie (+4.9 p.p.) et en Finlande (+4.5 p.p.) que la hausse a été la plus marquée, alors que l'Irlande (-4.5 p.p.) a connu la plus forte baisse – surtout du fait de modifications de la rémunération des personnels. Celle-ci a le plus progressé en Norvège (2.8 p.p.), devant le Chili (2.4 p.p.) et l'Estonie (2.1 p.p.), alors que le plus net recul a eu lieu en Irlande (-2.7 p.p.).

Dans la zone OCDE, les coûts de production se composent surtout de la rémunération des personnels (45.3 %) et des prix des biens et des services utilisés et financés par les administrations publiques (41.7 %), le reste ressortant à 13.1 % du total. La rémunération des personnels va de 74 % des coûts de production au Mexique à 25.7 % au Japon.

L'externalisation des administrations publiques est mesurée par l'ensemble des biens et services qu'elles utilisent et financent une année donnée. En 2015, elle a atteint en moyenne 8.7 % du PIB dans les pays de l'OCDE, de 16.6 % aux Pays-Bas à 3.2 % au Mexique. Dans la plupart de ces pays, les dépenses d'externalisation au titre des biens et de services utilisés par les administrations publiques dépassent celles concernant les biens et services qu'elles financent. Au Danemark et en Lettonie, plus de 80 % des dépenses d'externalisation sont destinées aux biens et aux services utilisés par les administrations publiques, alors que des pays comme la Belgique, le Japon, l'Allemagne et les Pays-Bas recourent davantage au secteur non administratif pour fournir des services à la société (plus de 60 % du total des dépenses d'externalisation).

Méthodologie et définitions

Le concept et la méthodologie adoptés pour les coûts de production sont basés sur la classification existante des dépenses publiques du Système de comptabilité

nationale (SCN). Le cadre SCN 2008 est désormais en vigueur dans tous les pays de l'OCDE (voir annexe A). Dans le détail, les coûts de production des administrations publiques comprennent : Les coûts liés à la rémunération des agents publics, y compris toute rémunération en numéraire ou en nature, plus la totalité des cotisations obligatoires (et imputées) de l'employeur au régime d'assurance sociale et les versements facultatifs pour le compte des agents publics. Les biens et les services utilisés par les administrations publiques, qui sont la première composante de l'externalisation. Selon le SCN, il s'agit de la consommation intermédiaire (acquisition des produits intermédiaires nécessaires à la production des administrations, par exemple des prestations comptables ou informatiques). Les biens et les services financés par les administrations publiques, qui sont la seconde composante de l'externalisation. Selon le SCN, cela inclut les transferts sociaux en nature effectués par le truchement de producteurs marchands et payés par les administrations publiques (dont ceux qui sont d'abord réglés par les administrés puis remboursés par les administrations, par exemple les traitements médicaux remboursés par le système public de sécurité sociale). Les autres coûts de production, qui englobent les composantes restantes de la consommation de capital fixe (dépréciation du capital) et les autres impôts sur la production, moins les autres subventions sur la production. Les données incluent les emplois publics et la consommation intermédiaire affectés à des activités de production destinées à l'usage propre des administrations. Les coûts de production présentés ici ne sont pas égaux à la valeur de la production indiquée dans le SCN. Le graphique 2.56, « Ventilation des dépenses d'externalisation des administrations publiques (2015 et 2016) », est consultable en ligne (voir annexe F).

Pour en savoir plus

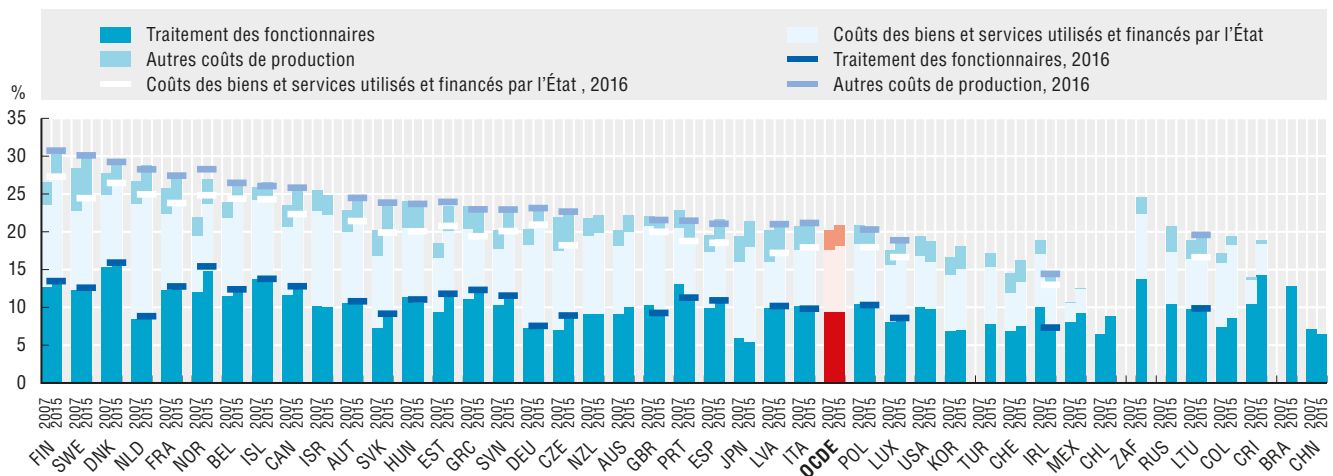
OCDE (2015), *Panorama des comptes nationaux 2015*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/na_glance-2015-fr.

Notes relatives aux graphiques

Les notes relatives aux graphiques sont accessibles dans les Statslinks. Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Coûts de production et externalisation dans les administrations publiques

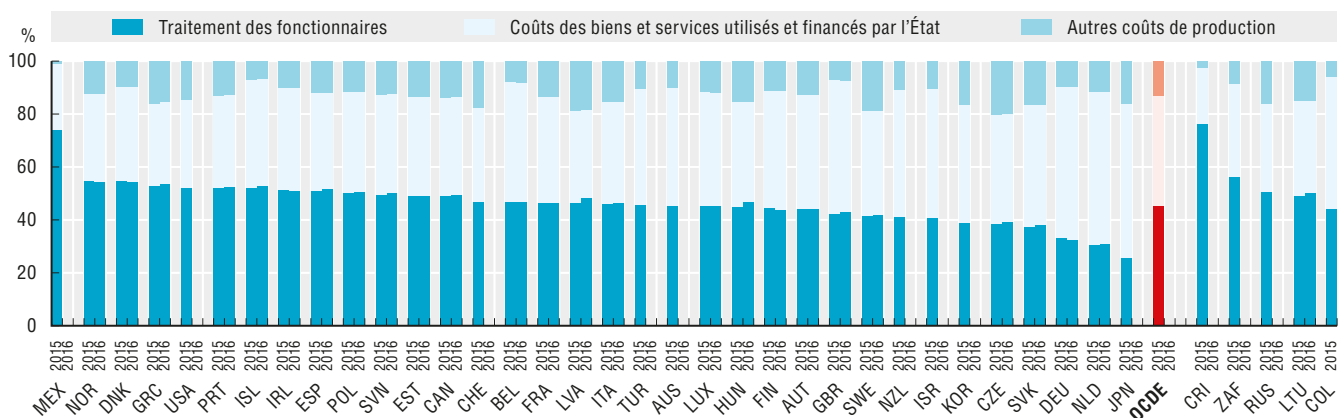
2.53. Coûts de production en pourcentage du PIB (2007, 2015 et 2016)



Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données). Les données relatives à l'Australie sont tirées des statistiques sur les comptes nationaux et sur les finances publiques fournies par le Bureau australien des statistiques.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933537881>

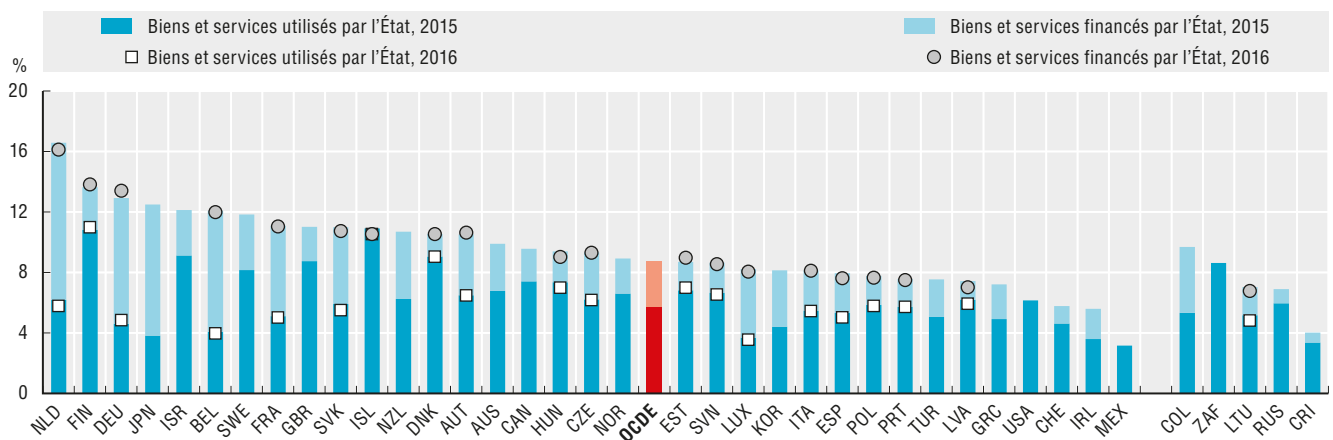
2.54. Ventilation des coûts de production (2015 et 2016)



Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données). Les données relatives à l'Australie sont tirées des statistiques sur les comptes nationaux et sur les finances publiques fournies par le Bureau australien des statistiques.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933537900>

2.55. Dépenses d'externalisation des administrations publiques en % du PIB (2015 et 2016)



Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données). Les données relatives à l'Australie sont tirées des statistiques sur les comptes nationaux et sur les finances publiques fournies par le Bureau australien des statistiques.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933537919>



Extrait de :
Government at a Glance 2017

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/gov_glance-2017-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2017), « Coûts de production et externalisation dans les administrations publiques », dans *Government at a Glance 2017*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/gov_glance-2017-22-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.